

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 222

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

VENDREDI 31 MARS 1950

Le numéro : 10 francs

La liberté du travail

LES lois répressives, les brutalités policières, les moyens de chantage, les obstacles administratifs multipliés, la mise en carte de tous les citoyens, le rétrécissement progressif des dernières zones de liberté s'accompagnent toujours d'une débauche de déclarations dont le thème central est immuablement la défense de la liberté. Les pires dictateurs n'ont que ce mot à la bouche, les pires réactionnaires, les de Gaulle, les Reynaud, les Bidault, les imitent. La liberté est devenue le justificatif des arbitraires, des prisons, des camps de concentration, des expéditions coloniales, de la guerre.

Avec un rare cynisme, elle est également exploitée au sein de troubles sociaux. Là, elle devient la liberté du travail, c'est-à-dire, la liberté pour l'Etat de briser les grèves après en avoir proclamé la légalité.

Nous avons déjà dit ce qu'il faut penser du système de vote au sein de l'entreprise lorsqu'il s'agit de se prononcer pour ou contre la grève ; nous avons dénoncé toutes les pressions, les tractations qui, là comme sur le plan législatif, finiront bientôt par s'imposer. Quoi qu'il en soit un fait demeure, lorsque les travailleurs se sont prononcés à la majorité pour l'action, la minorité doit s'incliner, c'est le principe même de la démocratie défendu par tous les politiciens.

Or, à ce moment, on voit ces mêmes politiciens intervenir et proclamer que la liberté du travail doit être respectée. Pourtant, la minorité a-t-elle le droit de s'opposer aux volontés de la majorité ? Poser cette question c'est y répondre, mais on n'y répond pas. On mobilise les C.R.S., les portes de l'usine sont gardées, la minorité travaille sous la protection des mitrailleuses.

Dans ces conditions la lutte est longue, sanglante souvent, elle n'est plus en fait que la lutte pour la reconquête de la liberté mutilée par ceux-là mêmes qui prétendent la sauvegarder.

Ainsi l'abandon des « grands principes » dont on nous rebat les oreilles, devient dans la bouche des représentants du peuple le moyen légitime de « sauver le pays menacé par le désordre dans la rue » (Bidault dixit).

Sans vouloir même tenir compte de l'immoralité qui se découvre dans le fait que ceux qui travaillent bénéficient des avantages acquis par ceux qui luttent et qui se sacrifient, on peut affirmer que la liberté du travail, dans ces conditions n'est qu'un moyen qu'exploitent le Patronat et l'Etat en vue d'amener à résipiscience les derniers grévistes.

Elle est une abominable hypocrisie, au même titre que le droit de grève qui ne saurait s'inscrire dans aucune constitution, parce qu'il porte en lui le germe révolutionnaire dont l'irrésistible poussée un jour, les détruire toutes.

Encore une fois les dirigeants syndicaux ont saboté les grèves au bénéfice de l'Etat-Patron et du Patronat

En bien ! non. Les travailleurs ne sont pas vaincus ! Nous dirons que la partie est remise, qu'inévitablement ils devront se mesurer encore avec leurs ennemis. En attendant, une autre bataille doit se livrer. Une bataille longue, sans éclat, tente, pour préparer les esprits et les coeurs à la prochaine action.

Il faut se rendre à l'évidence : jamais encore n'est apparue sous une lumière aussi crue la trahison de la direction des trois centrales syndicales : C.G.T., C.G.T.-F.O. et C.F.T.C. Bien que poussées chacune par des considérations politiques divergentes, elles ont trouvé leur point de rencontre commun : pas de grève générale. Leurs actions antérieures au mouvement ont été d'ailleurs toujours à peu près semblables quant au fond, jamais elles n'ont envisagé une propagande destinée à provoquer une action puissante, jamais elles ne se sont livrées au moindre sondage pour connaître les réactions de la base à des propositions de grève générale.

Et l'on s'explique maintenant pourquoi les transports parisiens, la métallurgie, le textile, le gaz et l'électricité, la Sécurité sociale, les dockers, les gens de mer, les boulanger, le bâtiment ne sont pas entrés dans la lutte tous ensemble, bien que tous étaient décidés à agir. En effet, la simultanéité de ces débrayages aurait pu provoquer un choc psychologique tel que rapidement cette action, limitée initialement à une dizaine de corporations, gagnant tout le pays, aurait garanti ainsi la réussite de la grève générale.

La peur de se voir déborder par un tel mouvement a donc conduit les centrales à sacrifier une fois de plus les travailleurs pour la sauvegarde des intérêts politiques et des fauteuils administratifs.

La C.G.T. veut entretenir un climat de perpétuelle agitation (n'a-t-elle pas de décret une grève de 24 heures chez les dockers ?) et par ce biais s'oppose à une élévation substantielle du niveau de vie, bénéfice qui ne pourra être inscrit à l'actif du Parti Communiste et favoriserait une reprise commerciale et industrielle préjudiciable à la politique du Kremlin.

Et l'on s'explique maintenant pourquoi les transports parisiens, la métallurgie, le textile, le gaz et l'électricité, la Sécurité sociale, les dockers, les gens de mer, les boulanger, le bâtiment ne sont pas entrés dans la lutte tous ensemble, bien que tous étaient décidés à agir. En effet, la simultanéité de ces débrayages aurait pu provoquer un choc psychologique tel que rapidement cette action, limitée initialement à une dizaine de corporations, gagnant tout le pays, aurait garanti ainsi la réussite de la grève générale.

La peur de se voir déborder par un tel mouvement a donc conduit les centrales à sacrifier une fois de plus les travailleurs pour la sauvegarde des intérêts politiques et des fauteuils administratifs.

La C.G.T.-F.O., fidèle à sa mission « occidentale », se livre à un antistalinisme allant jusqu'au sabotage, comme Renault et au Métro, et n'oublie pas de faire de Jouhaux au Conseil Européen, qu'une grève générale peut avoir des conséquences graves, celle par exemple de renforcer le bloc stalinien, ou encore de « dégénérer en quelque prise de possession absolument inacceptable.

Le C.F.T.C., c'est M. Bidault, c'est la pérennité des formes sociales actuelles, c'est le syndicalisme « respectueux et respectable ».

Et les trois centrales se retrouvent encore autour d'un autre point commun : la hiérarchie, et la défendent en collaboration, cette fois avouée, avec le gouvernement, la C.G.C. et le patronat.

Défenseurs asserrés de la classe ouvrière, elles sont en fait ses pires ennemis parce qu'elles s'identifient à un

par ERIC-ALBERT

système social qui est à l'origine de toutes les misères, de toutes les injustices, de tous les arbitraires.

Coiffant le tout, le gouvernement maître de l'Etat, ayant à sa disposition une Constitution qu'un simple décret transforme à sa convenance, assure du soutien inconditionnel du Patronat et du soutien politique de SES syndicats, a pu opposer un front puissant aux harcèlements sporadiques des travailleurs. La

marche du Patronat ont réussi la manœuvre dont le but est d'élever à la hauteur d'une loi le travail aux pieds, la productivité n'étant au fond pas autre chose. Que les plus forts écrasent les plus faibles, que ceux qui ne peuvent suivre les cadences accélérées crèvent. Voilà, d'après Bidault, ce qui sauvera le pays, ce qui assurera une augmentation réelle des salaires, sauvera l'équilibre budgétaire et la révolution.

Et M. Villiers d'applaudir. Cinq pour cent d'augmentation, prime à la productivité, prime de rendement, loi du 11 juillet 1938 portant organisation de la nation en temps de guerre prorogée par celle bien opportune du 28 février 1950 et qui autorise la réquisition, loi scellée sur le sabotage, importation massive de charbon afin de provoquer le chômage dans les bassins miniers, voilà en quelques mots ce qu'ont obtenu le gouvernement et le patronat grâce à la misérable tactique des grèves tourmentées, grâce à la misérable soumission des « guides » du prolétariat.

Que celui-ci n'oublie pas la grande leçon de mars 1950 ! Bientôt, s'il ne veut rétrograder jusqu'au stade où il se trouvait en 1830, s'il ne veut subir la loi d'airain puissamment renforcée par l'intrusion de l'Etat dans la vie économique, il devra se dresser encore une fois. Comme un seul homme, alors, s'il ne veut mourir.

Appartements à vendre

« Le Français compte parmi les Européens les plus mal logés. En France, l'âge moyen des immeubles est de 120 ans ; dans certaines régions on compte jusqu'à 70 % de bâtiments centenaires... Pour que le Français puisse être convenablement logé, il faudrait construire, aux dires des experts, 5 millions de logements nouveaux. A l'heure actuelle, nous en construisons 60.000 par an. A ce rythme, 15 années sont nécessaires pour réparer les seules destructions de la guerre. Si ce rythme ne s'accélère pas, on peut dire que dans 15 années la situation de l'habitation en France sera pire que celle que nous connaissons actuellement... »

Nous venons de citer M. Barançon, rapporteur général de la Commission des Finances. Nous n'ajoutons aucun commentaire à ce texte, assez éloquent ; nous nous contenterons simplement de signaler que l'on pourra, d'ores et déjà, et au moyen d'une seule loi, interdire certains trafics particulièrement odieux mais qui sont pour les Finances une source de revenus parfaitement légaux.

Au cours de mon enquête : Paris, Ville Lumière, j'ai eu l'occasion d'écrire que des milliers d'appartements vides sont à vendre. Pour peu que vous disposiez de deux millions un choix imposant s'offre immédiatement : des « deux pièces », des « trois pièces », au 1^{er}, au 4^{er}, au rez-de-chaussée, etc... De nombreuses agences se spécialisent dans ce genre de trafic et d'autant plus aisément que les propriétaires ne tiennent plus du tout à louer malgré la fameuse loi de Claudio Petit, que les notaires et le fisc, par conséquent l'Etat, y trouvent leur compte.

En effet, le prix de la pièce oscille entre 400 et 800.000 francs, selon l'âge, la situation et le confort de l'immeuble. Un marché s'est établi, la loi de l'offre et de la demande joue librement. Un immeuble, aujourd'hui, ne se vend plus que pour appartement. C'est dire que seuls les bien nantis peuvent se loger, les autres devant se contenter des taudis ou des chambres meublées.

Les hypocrites disent : « Pardon, vous ne pouvez vous opposer à la libre disposition par chacun de sa propriété ». Ce raisonnement tendancieux ne résiste pas au moindre examen objectif. En effet, dès qu'une mar-

(Suite page 2, col. 2.)

L'Allemagne, pierre de touche des relations russo-américaines

DES que s'esquisse le moindre siège de détente entre les U.S.A. et l'U.R.S.S., se pose le problème allemand. On ne peut en effet concevoir de paix durable (personne ne parle jamais de paix perpétuelle) sans qu'une solution acceptable pour les deux parties n'en soit découverte.

Or, la situation présente de l'Allemagne, bien que ne pouvant se prolonger indéfiniment, offre aux Soviets des possibilités de pression diplomatique à peau de fraise dont l'Occident est certainement conscient, mais que l'on feint d'ignorer.

On sait que la République Fédérale de Bonn est d'ores et déjà en butte à des difficultés économiques qui ne peuvent que s'aggraver du fait que ses débouchés traditionnels : l'Europe Orientale et naturellement l'U.R.S.S. lui sont virtuellement interdits. Son expansion vers de nouveaux marchés, à l'Ouest, se heurte à la concurrence, sinon à l'hostilité des autres compétiteurs, l'Angleterre en particulier. Bien que l'inexistence d'un budget militaire favorise ses exportations, l'Allemagne de l'Ouest se sent trop à l'étroit sur des marchés déjà sursaturation à cause du réticencement quasi universel du pouvoir d'achat. Et deux millions de chômeurs illustrent avec assez d'éloquence les prémisses d'une crise qui ne peut être jugée qu'en abattant les barrières politiques s'opposant à l'écoulement de sa production vers l'Est.

Si la République populaire allemande souffre de restrictions, Bonn souffre d'un manque de débouchés intérieurs et extérieurs qui se traduit par le déséquilibre économique engendrant à son tour chômage et troubles sociaux. Cette situation fait le jeu du Kremlin, il apporte un élément supplémentaire de confusion dans le camp adverse.

Ces contingences économiques ne sont pas sans influencer profondément et les relations russo-américaines et celles des Etats européens occidentaux. Si un accord au sujet de l'Allemagne doit se réaliser entre la Maison-Blanche et le Kremlin, si Berlin redévie la capitale de tout l'ancien Reich groupé autour d'un gouvernement unique, si les troupes d'occupation regagnent leurs pays respectifs, bref, si l'Allemagne revient un pays unité et libéré de pressions extérieures, c'est que l'on aura décidé qu'elle sera sphère d'influence ou de l'un ou de l'autre. On ne peut en effet concevoir, dans la conjoncture mondiale actuelle, qu'une nation comme l'Allemagne sans laquelle

CORE question de réarmer l'Allemagne, François-Poncet affirme que l'alliance franco-allemande est une nécessité vitale, il ajoute que la place de ce pays au Conseil Européen doit être ré-

(Suite page 2, col. 1.)

riches comme celui des étudiants très pauvres, parce qu'ils participent très peu en réalité, à la vie studiante dont la description est l'objet du présent article.

La vie économique, donc, de la moyenne des étudiants s'organise automatiquement dans le cadre des institutions existantes, aussi imparfaites soient-elles, étant donné que leurs ressources (8.000 à 15.000 fr. par mois) ne leur donnent pas la possibilité de s'en passer.

La plus importante de ces institutions est le Comité parisien des Études sociales en faveur des étudiants (Copar). L'argent qui alimente le Copar provient pour une part de philanthropes (Les Études de Mme la Duchesse...), pour une autre partie de l'Etat (le bon volonté de M. le Ministre...). On comprend donc facilement le désordre, l'incompréhension, l'irrationalisme, le favoritisme et surtout l'irresponsabilité qui s'y donnent libre cours. Le Copar gère (sic) les restaurants universitaires où tout étudiant a droit à deux repas par jour, payant 1 ticket par repas, que l'on remet au contrôleur après une heure de queue, ticket obtenu en payant 60 fr. au guichet du siège du Copar (15, rue Soufflot), auquel deux autres heures de queue ont donné accès. Ces restaurants sont gérés soit directement par le Copar, soit indirectement, le Copar contrôlant des organismes privés qui se chargent de la distribution des repas. Les repas comprennent théoriquement 1 hors-d'œuvre ou potage, 1 plat de viande, 1 plat de légumes, 1 dessert et 1 morceau de pain. Disons tout de suite que la pitance servie sous ces appellations n'est pas toujours très digeste (le bruit court de certains bénéficiaires « spéciaux » réalisés sur le dos des étudiants par les très vertueuses directions de non moins vertueux foyers d'étudiants). De plus, il existe aussi deux restaurants universitaires où tout étudiant a droit à deux repas par jour, payant 60 fr. au guichet du siège du Copar (15, rue Soufflot), auquel deux autres heures de queue ont donné accès. Ces restaurants sont gérés soit directement par le Copar, soit indirectement, le Copar contrôlant des organismes privés qui se chargent de la distribution des repas. Les repas comprennent théoriquement 1 hors-d'œuvre ou potage, 1 plat de viande, 1 plat de légumes, 1 dessert et 1 morceau de pain. Disons tout de suite que la pitance servie sous ces appellations n'est pas toujours très digeste (le bruit court de certains bénéficiaires « spéciaux » réalisés sur le dos des étudiants par les très vertueuses directions de non moins vertueux foyers d'étudiants). De plus, il existe aussi deux restaurants universitaires où tout étudiant a droit à deux repas par jour, payant 60 fr. au guichet du siège du Copar (15, rue Soufflot), auquel deux autres heures de queue ont donné accès. Ces restaurants sont gérés soit directement par le Copar, soit indirectement, le Copar contrôlant des organismes privés qui se chargent de la distribution des repas. Les repas comprennent théoriquement 1 hors-d'œuvre ou potage, 1 plat de viande, 1 plat de légumes, 1 dessert et 1 morceau de pain. Disons tout de suite que la pitance servie sous ces appellations n'est pas toujours très digeste (le bruit court de certains bénéficiaires « spéciaux » réalisés sur le dos des étudiants par les très vertueuses directions de non moins vertueux foyers d'étudiants). De plus, il existe aussi deux restaurants universitaires où tout étudiant a droit à deux repas par jour, payant 60 fr. au guichet du siège du Copar (15, rue Soufflot), auquel deux autres heures de queue ont donné accès. Ces restaurants sont gérés soit directement par le Copar, soit indirectement, le Copar contrôlant des organismes privés qui se chargent de la distribution des repas. Les repas comprennent théoriquement 1 hors-d'œuvre ou potage, 1 plat de viande, 1 plat de légumes, 1 dessert et 1 morceau de pain. Disons tout de suite que la pitance servie sous ces appellations n'est pas toujours très digeste (le bruit court de certains bénéficiaires « spéciaux » réalisés sur le dos des étudiants par les très vertueuses directions de non moins vertueux foyers d'étudiants). De plus, il existe aussi deux restaurants universitaires où tout étudiant a droit à deux repas par jour, payant 60 fr. au guichet du siège du Copar (15, rue Soufflot), auquel deux autres heures de queue ont donné accès. Ces restaurants sont gérés soit directement par le Copar, soit indirectement, le Copar contrôlant des organismes privés qui se chargent de la distribution des repas. Les repas comprennent théoriquement 1 hors-d'œuvre ou potage, 1 plat de viande, 1 plat de légumes, 1 dessert et 1 morceau de pain. Disons tout de suite que la pitance servie sous ces appellations n'est pas toujours très digeste (le bruit court de certains bénéficiaires « spéciaux » réalisés sur le dos des étudiants par les très vertueuses directions de non moins vertueux foyers d'étudiants). De plus, il existe aussi deux restaurants universitaires où tout étudiant a droit à deux repas par jour, payant 60 fr. au guichet du siège du Copar (15, rue Soufflot), auquel deux autres heures de queue ont donné accès. Ces restaurants sont gérés soit directement par le Copar, soit indirectement, le Copar contrôlant des organismes privés qui se chargent de la distribution des repas. Les repas comprennent théoriquement 1 hors-d'œuvre ou potage, 1 plat de viande, 1 plat de légumes, 1 dessert et 1 morceau de pain. Disons tout de suite que la pitance servie sous ces appellations n'est pas toujours très digeste (le bruit court de certains bénéficiaires « spéciaux » réalisés sur le dos des étudiants par les très vertueuses directions de non moins vertueux foyers d'étudiants). De plus, il existe aussi deux restaurants universitaires où tout étudiant a droit à deux repas par jour, payant 60 fr. au guichet du siège du Copar (15, rue Soufflot), auquel deux autres heures de queue ont donné accès. Ces restaurants sont gérés soit directement par le Copar, soit indirectement, le Copar contrôlant des organismes privés qui se chargent de la distribution des repas. Les repas comprennent théoriquement 1 hors-d'œuvre ou potage, 1 plat de viande, 1 plat de légumes, 1 dessert et 1 morceau de pain. Disons tout de suite que la pitance servie sous ces appellations n'est pas toujours très digeste (le bruit court de certains bénéficiaires « spéciaux » réalisés sur le dos des étudiants par les très vertueuses directions de non moins vertueux foyers d'étudiants). De plus, il existe aussi deux restaurants universitaires où tout étudiant a droit à deux repas par jour, payant 60 fr. au guichet du siège du Copar (15, rue Soufflot), auquel deux autres heures de queue ont donné accès. Ces restaurants sont gérés soit directement par le Copar, soit indirectement, le Copar contrôlant des organismes privés qui se chargent de la distribution des repas. Les repas comprennent théoriquement 1 hors-d'œuvre ou potage, 1 plat de viande, 1 plat de légumes, 1 dessert et 1 morceau de pain. Disons tout de suite que la pitance servie sous ces appellations n'est pas toujours très digeste (le bruit court de certains bénéficiaires « spéciaux » réalisés sur le dos des étudiants par les très vertueuses directions de non moins vertueux foyers d'étudiants). De plus, il existe aussi deux restaurants universitaires où tout étudiant a droit à deux repas par jour, payant 60 fr. au guichet du siège du Copar (15, rue Soufflot), auquel deux autres heures de queue ont donné accès. Ces restaurants sont gérés soit directement par le Copar, soit indirectement, le Copar contrôlant des organismes privés qui se chargent de la distribution des repas. Les repas comprennent théoriquement 1 hors-d'œuvre ou potage, 1 plat de viande, 1 plat de légumes, 1 dessert et 1 morceau de pain. Disons tout de suite que la pitance servie sous ces appellations n'est pas toujours très digeste (le bruit court de certains bénéficiaires « spéciaux » réalisés sur le dos des étudiants par les très vertueuses directions de non moins vertueux foyers d'étudiants). De plus, il existe aussi deux restaurants universitaires où tout étudiant a droit à deux repas par jour, payant 60 fr. au guichet du siège du Copar (15, rue Soufflot), auquel deux autres heures de queue ont donné accès. Ces restaurants sont gérés soit directement par le Copar, soit indirectement, le Copar contrôlant des organismes privés qui se chargent de la distribution des repas. Les repas comprennent théoriquement 1 hors-d'œuvre ou potage, 1 plat de viande, 1 plat de légumes, 1 dessert et 1 morceau de

LES RÉFLEXES DU PASSANT



VOS BOUILLES!

Vos bouilles. Nous on en a assez, comme on en a assez des sirupesuses mélasse dont vous vous pourlez.

Vos bouilles : bien lavées, bien rassées, bien frottées, bien fardees surtout, avec derrière, sous vos cranes étroits, des envies de viol refoulées, des velléités d'assassinat qui vous font pleinement jour lorsque les patries s'entrevoient, vos bouilles, le monde en est souillé.

Alors nous on crache sur vos bouilles comme on crache sur le respect d'aux vieux, aux moisis, aux arrivés du beurre ou des masques à gaz.

Vos sales bouilles ! Assez ! Nous on s'habille comme des toréadores, on laisse pousser nos poils à seule fin de n'être pas comme vous, d'avoir une tête et non une bouille.

OLIVE.

Appartements à vendre

(Suite de la première page)

chandise se rarefie au point que seuls les fortunés peuvent l'acquérir, l'Etat intervient, rationne, dirige, ainsi qu'il l'a fait avec les denrées alimentaires. Or, pourquoi ne pourrait-il agir de même avec l'appartement ? La surenchère, pourtant, est notoire. Un appartement de trois pièces non libre à la vente — c'est-à-dire occupé par des locataires, vaut environ et en moyenne 200.000 francs. C'est donc un placement intéressant, le loyer étant de quelque 30.000 francs. On peut conclure que ce prix est normal. Mais si ce même appartement est vide, il se négocie autour de 1 million 800.000 à deux millions, alors que logiquement il ne devrait pas être plus cher. Mieux, en principe il devrait être meilleur marché puisqu'il n'est d'aucun rapport.

Regardez ! Elles ont des bajoues nourries de bénéfices et des yeux sans éclat comme des yeux de phoque, mais jamaïs devant celles qui délassent nos cœurs pendant les nuits d'été.

Regardez ! Elles ont des bajoues nourries de bénéfices et des yeux sans éclat comme des yeux de phoque, mais jamaïs devant celles qui délassent nos cœurs pendant les nuits d'été.

Vos bouilles, gens bien-pensants, B.O.F. et banquiers, petits bourgeois, répétitifs et anciens combattants, sont abominablement satisfaites, immobiles et plates et grasses comme un fromage.

Ridicule ? Et pourquoi ? J'aime les chemises à carreaux, les pantalons fusseaux, les bonnets tricotés, le collier de barbe, les gros souliers, les couleurs éclatantes, le rouge, le vert, le jaune, l'outremer. J'aime le soleil et les chants, j'aime ce qui brise le gris, le commun, le quotidien, le convenable. Vous ne comprenez pas ? Bien sûr ! Vous ne pouvez comprendre qu'en a marre des suspensions à chaises et des meubles Henri II. De l'égarage, des vertus, du domestique fidèle, du papier de rameau, de la tante Attie et de son héritage, du jardin de la paix. De monstre le curé, du notaire, des principes, des grands principes qui vous façonnent des bouilles de croque-morts.

Ah ! vos bouilles ! Mais regardez-vous donc, nobles gens qui vous pâmez devant les étoiles de généraux mais jamaïs devant celles qui délassent nos cœurs pendant les nuits d'été.

Regardez ! Elles ont des bajoues nourries de bénéfices et des yeux sans éclat comme des yeux de phoque, mais jamaïs devant celles qui délassent nos cœurs pendant les nuits d'été.

Vos bouilles, gens bien-pensants, B.O.F. et banquiers, petits bourgeois, répétitifs et anciens combattants, sont abominablement satisfaites, immobiles et plates et grasses comme un fromage.

Allemagne

(Suite de la première page)

servée. On a l'impression d'un mouvement général destiné à établir une barrière suffisamment solide pour résister à tout nouveau Rapallo ou traité germano-russe, fruits naturels d'industries complémentaires.

Si les Etats-Unis insistent tant pour que l'intégration de l'économie européenne se réalise c'est que du même coup l'Allemagne occidentale (et le cas échéant celle de l'Est) pourrait être définitivement détournée de l'U.R.S.S., surtout grâce à la mise en pratique du point 4 (aide aux pays attardés) qui ouvrirait des débouchés virtuellement insatiables.

Mais ce ne sont là que des espérances encore trop lointaines pour influencer la diplomatie américaine dans le sens des concessions. Tant que des faits notoires ne viendront pas confirmer que l'Allemagne peut se passer de l'Est

Pour que vive le « Libertaire »
C. C. P. 5561-76 Joulin

et coopérer sans contrainte avec le monde occidental, le statu quo sera peut-être encore préférable pour elle à l'ouverture d'un nouveau chapitre de l'Histoire européenne dont on redoute qu'il ne confirme les appréhensions de chacun. Quant aux Soviets et pour les raisons que nous avons examinées plus haut, rien ne les presse. Ici comme en Asie ils ont la partie belle et d'autant plus qu'opinion chez eux ne peut se manifester.

Dans quelle sphère d'influence l'Allemagne sera-t-elle placée si demain la guerre froide prend fin ? Voilà la grande question.

A moins que le statu quo ne soit destiné à être maintenu par quelque « modus vivendi » encore pendant de longues années, ce qui n'est pas du tout impossible.

JEAN OLARI.

FEDERATION ANARCHISTE

La Vie des Groupes

1^e REGION

Service de librairie chez Laureyns Georges, 80, rue Francisco-Ferrer, à Flèves-Lille (Nord).

2^e REGION

Le trésorier régional est à la disposition des trésoriers des groupes, chaque samedi, de 16 h. à 19 h., au 145, quai de Valmy.

PARIS V ET VI^e (Sacco-Vanzetti). Vendredi 31 mars, à 20 h. 45, à la Mutualité, salle 4. Réunion de militants.

PARIS XIII^e. — Renseignements et adresses. Écrire à Jean Griveau, 7, immeuble Prévost, Paris XIII^e.

SYMPATHISANTS ET AMIS DU « LIBERTAIRE »

Vous qui désirez suivre nos causes au sein des groupes. Vous qui désirez bientôt militer au sein de la Fédération Anarchiste, après avoir acquis les connaissances élémentaires de l'anarchisme social.

Écrivez-nous, nous vous mettrons en relation avec le groupe le plus voisin de votre domicile.

« Le Libertaire », 145, quai de Valmy, Paris-X^e.

Aux Auberges de la Jeunesse

Dans le cadre de notre enquête sur les Auberges de la Jeunesse, nous avons reçu de Jean DELILLE, militaire de l'U.F.A.J. en province, une lettre, intéressante à certains égards, que nous publions in-extenso.

POUR UNE FEDERATION DES A.J.

La Fédération sera-t-elle réalisée ? C'est possible, en tous cas, si elle l'est, ce sera contre notre volonté, conclut en substance José Lanen dans son exposé (lu d'ailleurs avec intérêt par de nombreux ajistes pour sa lucidité et son objectivité) :

Il paraît probable que la Fédération novice, composée pratiquement du seul C.L.A.J. P.A. ne pourra se faire, pas plus d'ailleurs que ne s'établira l'entente sur le contre-projet, présenté par le comité d'action à la composition bancale et disparate (technocrates de l'U.F.A.J., C.L.A.J., Auvert, L.F.A.J., C.C.A.J.), véritable mariage de la faim avec la soif). Néanmoins, devant cette menace d'étalement, il y aurait peut-être autre chose à faire que de se laisser « violenter » en protestant littérairement.

Nous n'avons pas attendu l'Etat pour comprendre qu'il fallait une union des A.J. Il serait peut-être bon de gagner de vitesse et de lui proposer une fédération solide capable de résister à ses tentatives de gestion.

SUR QUELLES BASES POURRAIT SE FAIRE CE MOUVEMENT

Il faudrait d'abord que M.L.A.J. et L.F.A.J. fassent un peu taire leurs querelles de clocher et fusionnent sur un seul mouvement (est-il un seul

membre de l'une ou l'autre de ces associations qui refuse les grands principes communs : laïcité, mixité, internationalisme, éducation populaire ?)

Bien qu'il ne s'agisse pas de jeter d'exclusives sur un mouvement quelconque, l'O.C.C.A.J. et la G.L.A.J. devraient auparavant s'efforcer de présenter des garanties sérieuses de laïcité et de neutralité politique par un balayage intensif en haut lieu.

La F.F.A.J. pourrait entrer dans cette confédération à cause de l'importance de ses relais, mais sur un pied d'égalité car, même sans elle, les deux mouvements réunis seraient assez nombreux pour exiger d'être reconnus sur le plan international sans passer sous les fourches caudines de 150 francs.

Je dis M.L.A.J. et non C.L.A.J. P.A. à dessein car les syndicats d'instituteurs, outre qu'ils sont une entrave à l'union des mouvements, sont des raisons discutables de participer à un mouvement d'A.J. Tout au plus, si l'on considère les mouvements F.F.C., M.E.O., etc., comme précurseurs et si le pédagogique s'occupent réellement, peut-on à la rigueur reconstruire la question : « Qu'avez-vous fait pour les A.J. ? » a-t-on demandé à la F.E.N. »

« Rien, mais nous comptons faire beaucoup ! »

Il serait aussi très important que la Fédération soit constituée de « Foyers A.J. » et non d'isolés qui fréquentent les A.J. comme des officines d'hébergement à bon marché ou des marchands de soupe : ils ne peuvent qu'affaiblir le mouvement par leur apathie...

Je passe sur les questions du journal unique, de la mise en commun

des relais, qui vont de soi. (Pourtant ce sont ces questions qui constituent le véritable écueil par leur caractère administratif, mais je tiens à envisager uniquement les bases et non les diverses formalités nécessitées par l'application pratique.)

— Mais cette Fédération autonome des A.J. basée sur l'autogestion et la synthèse des mouvements peut-elle se constituer ?

Il est évident qu'il ne faut pas compter sur les congrès nationaux où les palabres alternent avec les combinaisons. D'ailleurs, il est possible qu'en haut de l'échelle certains trouvent intérêt à cette situation confuse, (il est certain qu'un mouvement qui ne se serait constitué que sur le papier par quelques bureaucratiques, ne toucherait pas les usagers en masse).

L'union doit donc se réaliser à la base, sur le plan local, groupe à groupe : sorties communes, fréquentation mutuelle des foyers. C'est dans ce sens que les Ajistes doivent travailler dans toutes les régions : constituer des mouvements unis, d'où surgira une fédération d'usagers.

Je ne crois pas que celle-ci soit impossible. En tous cas, il serait utile qu'elle se fasse car, si l'Etat veut nationaliser les A.J., il le peut : il lui suffit de spéculer sur les querelles intestines, l'apathie de beaucoup, la recherche de la solution facile qu'affectionnent certains (avec l'Etat, ce sera mieux organisé, avancé quelques-uns...).

Et lorsque, quelques bonnes saisons, l'usager qui ne fait que gueuler : « L'Etat ne touchera pas aux A.J. », aura compris qu'il vient de

recevoir un coup de pied au cul, il ne lui restera qu'à imiter Sganarelle : cocu, battu et content..

Ou alors, l'Etat qui a remarqué (exposé des motifs de la F.F.A.J.) : « ... l'anarchie (sic) dans laquelle se débat et végète l'Anarchisme en France... » trouvera-t-il en face de lui un mouvement uni, conscient et fermement décidé à maintenir son autonomie.

Jean DELILLE.

P.S. — Nous reviendrons sur ce problème ultérieurement.

La semaine prochaine, nous commenterons les résultats de l'élection du Comité directeur de la F.F.A.J.

Pour le « Libertaire »

Souscription permanente
reçues du 11 février au 23 mars

Hervé, 30. — Vendredi IX, 75. — Rigot, 100. — Yassal, 105. — Joly, 100. — Brûlé, 105. — Manuel, 80. — Person, 100. — XX, 13. — Com, 200. — XX, 150. — Leclercq, 100. — Bidoniac, 30. — XXX, 10. — Mayanobé, 40. — Saulnier, 20. — Fernandez S., 100. — Gino, 100. — XY, 55. — Nick, 100. — Anonymous, 200. — Vincent, 100. — Meyer, 60. — Kralik, 120. — Laurent, 100. — Beaujouan, 100. — Guillot, 50. — Beaujouan, 100. — Birrot, 100. — Astaldi, 50. — par Serge, 90. — XX, 10. — XY, 40. — Boudoul, 100. — XX, 20. — Maggi, 150. — Gandillet, 50. — XX, 70. — C. 105. — Léopold, 100. — Chrysanthème, 100. — Savoy, 100. — M.D. — Eclat, 60. — XX, 30. — Boudeau, 100. — XX, 20. — Charbon, 50. — Brunet, 60. — XX, 30. — Anonymous, 50. — Hardy, 60. — Saulnier, 125. — F. Alber, 50. — XXX, 5. — Pedrito, 105. — Joly, 100. — Rotot, 50. — Brûlé, 150. — Un cheminot, 100. — J. V., 100. — Facon, 50. — P. Lavin, 50. — Chevallier, 100. — Lesbros, 55. — Avret, 200. — Ramonet, 90. — Trouilleau, 100. — Léon, 100. — Bertrand, 100. — Astaldi, 100. — Stock, 200. — Vincent, 40. — And, 20. — Charton, 40. — XXX, 20. — Auger, 200. — Colombo, 100. — G. 100. — Sartori, 24. — Véron, 50. — Paris, XIX, 100. — Berger, 198. — Lucien Montparnasse, 100. — Ahmed Chapalain, 50. — Vendue, 100. — Martys, Amsterdam, 115. — Anonymous, 110. — Gravine, 60. — Serge, 32. — Gruyere, 140. — Blanchard, 100. — XXX, 100. — E. Olive, 100. — Grand-père, 100. — René, 50. — XX, 20. — XXX, 100. — Un Espagnol, Amsterdam, 120. — Moreau, 100. — Daroit, 100. — Olza, 50. — Renault, 100. — Balazar, 100. — Gr. Pierre Martin, 200. — Ferrier, 50. — Vincent, 100. — Scal, 50. — André Gaillac, 200. — Bosco, 200. — Hédon, 50. — Petriced, 100. — Rouvel, 50. — Fleury, 50. — Un astuce, 100. — Juillet, 50. — Kerkenak, 100. — Henri, 200. — Divers camarades, 265, remis par Gpe Paris Centre. — Rondelet, 10. — Simon, 100. — Fontaine, 100. — Léon, 100. — Dugne, 200. — Cécile, 100. — Léon, 100. — Guérin, 40. — Lavorel, 240. — Vérat, 100. — Pierier E., 30. — Bousset, 55. — Léoncette, 50. — Meaume, 50. — Lebrun, 40.

CEUX QUI S'EN VONT...

Maximoff n'est plus

Une triste nouvelle nous parvient d'Amérique. Notre bon camarade Maximoff n'est plus. Il est décédé subitement, d'une crise cardiaque, le 16 mars, âgé de 56 ans.

Tous ceux qui l'ont connu et aimé seront dououreusement frappés. C'est comme rédacteur de notre revue russe « Dielo Trouda » que Maximoff s'était fait estimer ces dernières années. Propagandiste doué, infatigable, il a consacré sa vie entière à une cause qui nous est chère à tous, celle de la liberté en lutte.

Agronome, d'origine paysanne, de la région de Smolensk, notre camarade militait dans les milieux révolutionnaires sous le nom de Lapot. Dès l'âge de 18 ans il adhère au mouvement anarchiste et fournit un travail actif dans les milieux étudiants de Pétrograd, ainsi que parmi les paysans. Il prend part à la lutte armée au début de la Révolution d'Octobre et sa dépense sans compter pendant les grèves de Pétrograd.

Plus tard il est membre de comité d'usine, délégué à divers congrès et conférences, puis collaborateur de plusieurs journaux et organisations anarchistes et syndicalistes.

Il a été arrêté 6 fois par les communistes. En 1919, à Kharkov, il était dans une cellule de condamnés à mort pour avoir refusé de servir dans la police de l'armée, il n'eut la vie sauve que grâce à l'intervention du syndicat des métallurgistes. En 1921 il est chassé de Russie (avec 9 de ses camarades) après une grève de la faim de plus de 10 jours et après les prestations des délégués étrangers de congrès de l'Internationale Syndicale.

En 1922, à Berlin, il forme avec des camarades le « Bureau Etranger de la Confédération russe Anarcho-Syndicaliste » et collabore à divers journaux en langue russe.

Quittant ensuite Berlin pour Paris, il décide finalement d'émigrer aux U.S.A. où il devient rédacteur de la revue « Dielo Trouda », qu'il devait diriger jusqu'à sa mort. Il s'est donné à ce travail corps et âme, malgré le dur labeur qu'il devait fournir pour gagner sa vie.

Outre son œuvre de propagandiste et de lutteur acharné et infatigable contre la tyrannie sanglante du « communisme » stalinien, et l'immense mystification qu'elle représente aux yeux du monde, il a laissé deux ouvrages importants (le premier paru pendant la guerre en anglais, traite, sous le titre de « La guillotine au travail », de la terreur stalinienne, et le second, qui paraîtra b

CULTURE ET RÉVOLUTION

PROBLÈMES
ESSENTIELS

II. - Etat et organisation sociale

VOYONS encore ce qu'écrivait Bakounine lorsque, se trouvant en Suisse, il analysait l'évolution de la société :

« La centralisation économique est une des conditions essentielles de développement des richesses et cette centralisation eut été impossible si l'on n'avait pas abandonné l'autonomie des cantons.

« ... Que faire alors ? Retourner à l'autonomie politique des cantons est chose impossible. Conserver la centralisation politique n'est pas désirable.

« Le dilemme ainsi posé n'admet qu'une solution : c'est l'abolition de tout Etat politique, tant cantonal que fédéral, c'est la transformation de la fédération politique en fédération économique, nationale et internationale.

« Telle est la fin vers laquelle évidemment marche aujourd'hui toute l'Europe. »

Indiscutablement, on ne peut pratiquer la centralisation économique sans une organisation correspondante et on ne peut, non plus, priver de fédération économique nationale et internationale, s'étendant à toute l'Europe, sans une organisation coordonnée par des centres techniques, soit pour l'extraction et la répartition des minerais, du combustible et de l'énergie, qui de nos jours est, plus qu'un problème européen, un problème mondial ; soit pour la distribution des matières premières et des engrangements chimiques, soit pour la fabrication des produits industriels, soit pour l'orientation harmonieuse de l'agriculture en vue de satisfaire les besoins de tous les peuples.

Kropotkin, qui dans sa conception humaniste de l'économie, préconisait toute la décentralisation possible — et dont, sur ce point, les idées et l'interprétation des points sont souvent discutables — n'en prévoyait pas moins une organisation aussi complexe que les besoins humains et les activités devant les satisfaire. A la loi artificielle de l'Etat il opposait, lui aussi, les lois naturelles qui l'ont précédée, qui coexistent avec elle, et vraisemblablement lui survivront :

« Nous nous représentons une société dans laquelle les relations entre les membres sont réglées non plus par les lois... mais par des engagements mutuels, librement consentis et toujours révocables, ainsi que par des coutumes et usages, aussi librement agréés » (1).

Ceux qui croient que quand nous repoussons l'Etat nous repoussons également les organisations nécessaires à la vie, se trompent donc lourdement. Et un assez grand nombre de personnes

de centralisation, si l'on entend par ce mot la coordination d'activités convergentes ou ayant un but commun. C'est pourquoi, résumant l'activité créatrice de la Première Internationale, il écrit :

« L'idée de communes indépendantes pour les groupements TERRITORIAUX et de vastes fédérations de métiers pour les groupements PAR FONCTIONS SOCIALES — les deux s'enchevêtrant et se prêtant appui pour satisfaire les besoins de la société — permet aux anarchistes de concevoir d'une façon concrète, réelle, l'organisation d'une société affranchie » (1).

Or, déjà à l'époque dont parlait Kropotkin, les fédérations de métiers étaient des organismes qui couvraient un pays entier (en Espagne particulièrement) et tendaient à le couvrir. Est-il besoin de dire que leur bureau fédéral était chargé de synchroniser, et souvent d'orienter, les activités générales ou celles des différentes régions ?

Mais nous avons déjà vu qu'avec Bakounine ces fédérations rompaient le cadre national. Nous pourrions même citer telles lignes où le fondateur de l'anarchisme révolutionnaire prévoit la fédération universelle des peuples et de leurs activités.

Plus tard, les anarchistes socialistes, collectivistes d'abord, communistes ensuite, n'en sont donc pas restés aux fédérations de métiers de caractère national. Devant l'évolution des formes de la production, ils ont accepté ou préconisé (organisé en Espagne) les fédérations d'industrie, puis l'union internationale de ces fédérations.

Ceux qui croient que quand nous repoussons l'Etat nous repoussons également les organisations nécessaires à la vie, se trompent donc lourdement. Et un assez grand nombre de personnes

ne sont d'accord en fait. Dans ce cas, il s'agit d'une question de mots, de définition plus que de principes ou de conception de la société nouvelle. Mais on comprendra aussi que nous avons raison de nous opposer à confondre Etat et organisation, centralisme gouvernemental et coordination naturelle, ministères et centres techniques de direction élus par les différentes organisations auxquelles ils appartiennent sans sortir jamais de leur cadre.

Même si l'on admet — et je suis de ceux-là — la constitution dans une société libertaire d'une Confédération Générale du Travail, réunion de toutes les organisations industrielles, techniques, agraires, scientifiques, etc..., et ayant un comité supérieur pour régler toutes les activités grâce à un contact permanent des directions techniques, le comité supérieur constitué par ces différentes branches d'activités ne serait toujours qu'une partie de l'organisation constituée. Il ne sortirait pas de son cadre, il resterait toujours sous sa dépendance.

Par conséquent, l'importance des bureaux et officines, le nombre des délégués nommés aux divers échelons des fonctions techniques, d'administration et de direction ne permettent pas, raisonnablement, de parler d'Etat. Dans un continent où vivent cinq cents millions d'habitants qui travaillent, mangent, s'habillent, voyagent, s'instruisent, se divertissent, se soignent, se reproduisent et meurent, des milliers et des dizaines de milliers d'organisateurs, qui sont des travailleurs spécialisés, ne constituerait pas un Etat. Car ils ne se situeraient pas en marge de la société, ils n'auraient pas le pouvoir de faire de lois, ils ne disposerait pas de force de coercition pour obliger à s'y soumettre.

C'est en même temps favoriser, grâce à cette confusion, l'action de ceux qui veulent la résurrection de l'Etat véritable parasitaire, oppresseur et exploiteur, le nouveau triomphe de ceux qui sont toujours à l'affût d'occasions favorables pour imposer leur dictature et de nouvelles formes de spoliation.

Le cancer étatique est une maladie trop sérieuse pour que les hommes ne la désirent pas se prêter, involontairement mais d'une façon certaine, à sa prolongation ou à sa résurrection.

Par contre, le simple roitelet, sans ministre ni secrétaire, même s'il n'est pratiquement qu'une figure décorative, est déjà l'Etat, car il se situe en marge de la société naturellement constituée, il se place au-dessus d'elle et, en principe, il a le droit de commander et d'imposer sa volonté. Seules l'empêchent son incapacité et le manque de moyens matériels pour se faire obéir ou pour agir comme un roi.

Et si l'on nous demande pourquoi nous nous obstinons à repousser ce mot d'Etat, puisque, au fond, la conception qu'en ont certains partisans sincères de l'émancipation humaine ne diffère pas de notre conception de l'organisation sociale nous répondrons que quand il s'agit de questions aussi graves le choix des mots est très important. Pour la majorité des hommes, le mot Etat, comme le mot gouvernement, comme le mot police, signifie bien ce qu'il exprime dans l'actualité, et continuer à l'employer c'est maintenir en lui la conception étatiste, gouvernementale et policière, et, automatiquement, laisser les esprits enchaînés à la tradition autoritaire.

C'est en même temps favoriser, grâce à cette confusion, l'action de ceux qui veulent la résurrection de l'Etat véritable parasitaire, oppresseur et exploiteur, le nouveau triomphe de ceux qui sont toujours à l'affût d'occasions favorables pour imposer leur dictature et de nouvelles formes de spoliation.

Le cancer étatique est une maladie trop sérieuse pour que les hommes ne la désirent pas se prêter, involontairement mais d'une façon certaine, à sa prolongation ou à sa résurrection.

Gaston LEVAL.

(1) La Science Moderne et l'Anarchie.

(1) Autour d'une vie.

LE BILLET DU MILITANT

SÉCURITÉ SOCIALE et allocations familiales

Nous avons donné, la semaine passée, en quelques lignes, notre point de vue sur les anarchistes et le « Tout ou Rien ».

Exammons aujourd'hui notre attitude en face de ces particuliers. Nous verrons comme l'on peut, en restant sur une position parfaitement critique, ne pas tomber dans le verbalisme « anti ».

Ce ne sont pas les arguments — et les faits — qui nous font défaut : le *Libertaire* a déjà publié maints articles à propos de la S.S. ou des Allocations. Ce qui est défectueux souvent, c'est la manière dont nous ordonnons notre exposé, dont nous exposons notre critique.

Il faut faire — et d'abord — souligner que Sécurité Sociale et Allocations Familiales sont en principe des institutions qui s'inspirent de la formule « A chacun selon ses besoins ». Elles sont une reconnaissance du bien-fondé des thèses communistes et mutualistes. Si elles sont, de la part de l'Etat, une hypocrisie, elles sont donc « un hommage que le vice rend à la vertu ».

Il faut plus qu'on ne peut reprocher à un malade de trop profiter de la Sécurité Sociale, on ne peut faire reproche à des enfants d'exister sous prétexte que les parents sont maintenus dans l'ignorance par l'Etat et les Eglises !

En société libertaire, les familles nombreuses (ce fut le cas dans les collectivités espagnoles) recevaient une partage de produits et de services que l'individu ou le couple seul.

Albert Lantoine analyse la décadence de la maçonnerie. Selon lui, les principales causes de dégénérescence sont avec la constitution en églises, en obédiences signifiant une sorte de Pouvoir Central, le désir de « paraître », de faire de la propagande. Lantoine se prononce contre les « tenues blanches », le recrutement dans le tout-venant : partisans, ambitieux, politiciens, la publication de bulletins, en un mot la vulgarisation (au sens étymologique du mot) de l'ordre.

Lantoine voit à la dégénérescence de la maçonnerie les mêmes causes qu'à la dégénérescence de la catholique.

L'auteur préconise comme remède l'indépendance des loges, la suppression des obédiences qui ont pu, jadis garder sa pureté à la maçonnerie.

Lantoine ramène sa conception de la maçonnerie au Libéralisme. Il repousse l'Humanitarisme, et montre un souci évident de conformisme par rapport aux lois et Etats. Un certain nationalisme n'est pas absent non plus de sa pensée. Nul doute donc que son livre ne soulevera de nombreuses polémiques. Bien des maçons même ne reconnaîtront pas ce qu'est pour Lantoine l'évidente dégénérescence de la maçonnerie.

Il n'empêche que ce livre sincère et attachant, trouvera un large public non seulement chez les Francs-Maçons mais chez tous ceux qui s'intéressent au domaine de la pensée et à l'histoire des puissances spirituelles.

Jean-Louis Bédouin vient de publier chez Pierre Seghers, un ouvrage sur André Breton.

*

J.-L. Bédouin nous présente un excellent choix de textes qui donneront aux profanes le désir puissant de le connaître davantage.

Le préface de J.-L. Bédouin montre une intime connaissance de Breton et du surréalisme. Remercions-le en particulier de mettre en lumière le témoignage pour la liberté qu'est l'œuvre — donc la vie — de Breton, non seulement la liberté comme une libération, comme une liberté négative, mais la liberté « propriété fondamentale de l'être ».

Un petit livre aidera aussi à rappeler que l'impitoyable lutte à mener contre la notion chrétienne du péché et toutes les églises leurs interdits et leurs morales ignobles, en un mot la lutte pour « transformer radicalement les structures mentales sur lesquelles nous continuons à fonder nos mœurs et nos institutions », ne passe pas forcément par le chemin d'un « rationalisme » simpliste.

*

Les Cahiers Socialistes (revue indépendante de critique sociale, numéro de mars) nous offrent quelques articles intéressants « Socialisme et Libéralisme » de M. Allais par exemple et surtout « Structure du Socialisme » par notre ami Ernesto, dont l'article constitue une excellente analyse de l'impuissance du socialisme réformiste.

FONTAINE.

DOLLEANS : Histoire du Mouvement ouvrier (1838-1871), 450 fr. (495 fr.). — (Tom. II) 1871-1891, 450 fr. (495 fr.). — ALEXANDRE : Avènement de la France Ouvrière, 210 fr. (240 fr.). — L. LOUVET : Découverte de l'Anarchisme, 25 fr. (35 fr.). — B. FOUGERE : La Vie Héroïque de Ross Luxembourg, 40 fr. (50 fr.). — DOMMANGER : Jacques Roux, le Curé Rouge, 100 fr. (120 fr.). — Ida METT : La Commune de Paris, 100 fr. (130 fr.). — P. LAPEYRE : De Gaulle, 100 fr. (125 fr.). — A. LORULOT : Les Crimes de la concentration, 20 fr. (30 fr.). — HEM DAY : Le Fascisme contre l'Intelligence, 15 fr. (25 fr.). — A. KOESTLER : Analyse d'un miracle, 600 fr. (645 fr.). — André et Dord PRUDHOMMEAUX : Spartacus et la Commune de Berlin 1918-1919, 150 fr. (180 fr.).

Prire d'ajouter 25 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondrons pas des pertes postales, si le colis n'est pas recommandé. Tous les envois de fonds doivent parvenir à JOULLIN Robert, 145, quai de Valmy, Paris (X^e). C.G.P. 5561-76.

POUR RESORBER LE CHOMAGE : LA GUERRE

Lé chômage se présente dans les pays industrialisés avec les mêmes causes et les mêmes symptômes.

L'absence de subordination des modes de production, de consommation et d'échange à des fins sociales représente la cause majeure. Les économistes se creusent la tête pour que les coûts de production et les prix de vente se ramènent au niveau des capacités d'achat des consommateurs.

Mais dans un système économique où l'accumulation des capitaux est une fin en soi, toute recherche en vue d'en sortir sans rien toucher aux cadres du système aboutit à la quadrature du cercle.

Quoique les économistes distinguent considérablement comme utopique la suppression du régime capitaliste, déjà ce système est passablement battu en brèche par l'Etat lui-même dont le but est de planifier la production tout en maintenant l'accumulation individualiste des capitaux.

Il est d'ailleurs surprenant de constater que les pays comme les Etats-Unis, l'Angleterre, la France, qui prônent la libre entreprise comme base de leurs conceptions économiques en arrivent à donner à l'Etat des gros moyens d'action pour pallier « l'anarchie » de la production.

Restreindre la capacité de production, diminuer le rendement, abandonner le machinisme, il ne saurait en être question.

Que l'excès de vitalité du régime capitaliste fortifie l'arbitrage de l'Etat ; que les chômeurs deviennent lorsqu'ils sont jeunes et entreprenants des garçons mobiles, des policiers ou des militaires !

Tout ce qui est élagué par la rationalisation de la production peut être utilisé pour rationaliser la défense politique à un moment où les concurrents en vue du Pouvoir sont nombreux.

La guerre pour résoudre la crise

Ainsi le perfectionnement du machinisme ne sera pas à humaniser le travail en le rendant moins fatigant, moins long. Il n'est que le produit de la concurrence que se font les capitalistes intérieurs et extérieurs.

La machine baisse les coûts de production, les consommateurs solvables diminuent et les masses de marchandises augmentent.

Il est vrai que la guerre est un débouché idéal. Et les statistiques tant anglaises qu'américaines, montrent bien

que les reprises économiques coïncident avec les politiques d'armement : la 2^e guerre mondiale a liquidé une grande crise, celle de 1920-1936, mais la technologie stimulée par la guerre et par la nécessité de remplacer le soldat dans les usines ouvre la voie aux crises ultérieures qui, bien mieux que les propagandes, battent en brèche les frontières et les économies autarciques.

Personne n'y peut rien, disent les économistes. Nous acceptons que nos analyses théoriques ne changent pas le circuit du déterminisme économique, mais nous allons essayer d'en tenir compte.

Alors du musée des antiquités, on sort les grands travaux ; les allocations de chômage donnent quelques piqûres de morphine à la misère et le coût de la vie de ceux qui ont la chance de travailler s'élève d'autant. Et les capitaux liquides et méfiantes dorment, sont collportés ou se dissimulent sous des valises étrangères plus sûres.

Impôts directs et indirects bouchent les trous du déficit budgétaire. Intermédiaires, bailleurs de fonds, spéculateurs en s'enrichissant deviennent les fermiers généraux et perceptrices de l'Etat.

Le circuit connu

Les bourgeois éclairés demandent à leurs parents de faire quelques concessions au prolétariat. « Votre droit de propriété deviendra caduc, disent-ils, si vous ne faites pas quelques sacrifices. Les Révoltes vous balayeront après que l'opinion aura fait la preuve de votre inutilité sociale. »

S'agit-il de l'appareil de production capitaliste, aussi abstrait et anonyme que l'Etat. Il détermine les agissements des chefs d'entreprises dont les graphiques sont emportés dans les tourbillons du marché. Produire, produire, c'est le mot magique, et la machine s'affole jusqu'à ce que l'économie devienne impossible la stoppe. Une trop grande production c'est la misère, la ruine pour le paysan, les faillites commerciales, la fermeture des usines, le désarroi de l'Etat, le ferment des idées révolutionnaires, l'agitation des dictateurs de gauche et de droite jusqu'à ce que la politique d'armement en ouvrant le moyen de venir en aide à 1 milliard et demi d'hommes échoués sur les rives d'un progrès meurtri et féroce.

C'est là le remède des chômeurs et de ses conséquences sur la société, sur l'homme et sur la vie.

C'est là le remède aux fléaux que l'on nous présente comme de grandes révoltes techniques. C'est là le remède et le prix de la guérison de 500 millions d'hommes, et c'est surtout le moyen de venir à aide à 1 milliard et demi d'hommes échoués sur les rives d'un progrès meurtri et féroce.

(1) Les CAFISTES du mot CAF : carabinier + assurance + prêt, représentent les vétérans combattus dans les guerres qui achètent à des prix fermes la production paysanne pour l'écoulement sur les places mondiales où les cours sont les plus hauts.

REVUES

« Etudes Anarchistes », n° 2, 3 et 5, le N° 40 fr. — « La Révolution Proletarienne », le N° 40 fr. — « Défense de l'Homme », le N° 40 fr. — « L'Unique », n° 46, 40 fr. — M. YVON : Ce qu'est devenu la Révolution Russe, 60 fr. (75 fr.). — V. SERGE : Le Nouvel Impérialisme Russe, 40 fr. (50 fr.). — R. LOUZON : L'Etat de l'Imperialisme, 80 fr. (100 fr.). — M. COUDRIE : La Théorie du marxisme,

LA PRIME

c'est la prostitution ouvrière

NOUS en avions une pleine voiture, mais ce n'était pas suffisant. Voici maintenant la « prime de productivité ». Une de plus. Il paraît qu'elle n'a rien à voir avec les primes de rendement, qui subsisteront. La prime de productivité sera versée tous les 6 mois, ou une fois l'an, suivant les métiers ou emplois.

En bref, cette prime consacre la collaboration capital-travail. De plus en plus, le prolétariat est enfermé dans un réseau serré de règlements et combinaisons tendant à son asservissement total, sous les dehors débonnaires du libéralisme offrant des récompenses aux « bons ouvriers ».

Vous entendez bien que le patronat ne pouvait, sous peine de lock-out, accorder des augmentations du salaire nominal. Mais comme il est bon prince, généreux, sentimental et loyal, il veut bien reconnaître que la condition ouvrière est tragique. Il offre son remède : prime de productivité. C'est-à-dire participation ouvrière aux bénéfices de l'entreprise. A condition, bien entendu, qu'il y en ait. Mais déjà on nous annonce que certaines usines éprouvent de grandes difficultés. Si donc on veut dégager des bénéfices en fin d'exercice, il faut PRODUIRE plus. Cela ne vous dit rien ? Il nous semble avoir déjà entendu cela... Produire plus, afin, nous disent les économistes distingués, de réduire les prix de revient. Mais diminuer les prix de revient, c'est réduire les temps d'usinage, c'est accélérer le travail, c'est réviser les normes, c'est accentuer le rendement. En réalité, donc, cette « prime de

par Fernand ROBERT

productivité » n'est autre chose qu'une prime supplémentaire de rendement. Nos braves collègues des cadres auront beau couper les cheveux en quatre, ils ne parviendront pas à démolir cette vérité. Elle était, au surplus, tellement évidente, que nos ministres souffriraient rudement durant plusieurs jours avant de trouver la formule destinée à nous faire avaler cette couleur. Ils ne voyaient pas la différence... Pour une fois, félicitons-les : il n'y en a pas.

Ainsi, pour assurer notre maigre pain quotidien, nous serons contraints de travailler un peu plus. Ce qui ne saurait empêcher qu'en fin d'année quelques patrons avouent ne pouvoir distribuer cette prime de productivité, vu le manque de bénéfices. Et nous serons « chocolat », car le comité mixte ne pourra mieux faire, à de rares exceptions près, que d'appuyer les directeurs.

D'autre part, puisque le relèvement de la condition ouvrière dépend de la productivité, il ne saurait être question de faire les quarante heures. Bien au contraire, nous dira-t-on avec un semblant de raison. On voit tout ce qui se cache derrière ce nouveau « miroir aux alouettes ».

A petits pas, mais cependant très rapidement, la notion de salaire nominal fait place à la notion de productivité individuelle. Le recul est énorme : bien-tôt, nous serons tout honnêtement à la tâche, en totalité.

Voilà où nous ont conduits cinq années de mensonges, de collaboration, suivies obligatoirement de compromissions et de défaites. Et, comme il le disait imprudemment en 1947, dans la « Tribune des Cheminots », J. Duret, secrétaire fédéral de la C.G.T., pourra répéter que « plus la production croît, plus la condition ouvrière empire progressivement ». Au demeurant ce fait n'a rien d'extraordinaire.

Il n'y a pas, non plus, à s'étonner de l'enthousiasme manifesté par la Confédération des Cadres, pour cette prime de productivité. Ils en seront les grands bénéficiaires, sans avoir à travailler plus. Et l'surest de fatigue s'abattra sur le dos des ouvriers facilitera l'obéissance, la discipline, chères à ces messieurs.

Pour clôturer le tout, l'Eglise se met de la partie et crie bien fort sur l'égoïsme patronal. Mais elle ne propose rien, prudente, laissant planer l'équivoque. En fait, elle approuve cette nouvelle prime, comme il se doit.

Le prolétariat doit réagir vigoureusement contre cette méthode de servage qui va s'amplifiant et prépare une quelconque dictature.

Si M. Bidault veut de la « productivité », qu'il donne l'exemple...

Nous, nous ne sommes pas dupes. Derrière ce bilan de faillite ouvrière que constituent les primes, se profilent, sur un même plan, un képi haut placé, présenté sur un plat de libéralisme, et une forte moustache se voulant libérateur et pacifiste. Ni l'un, ni l'autre ne nous donneront la liberté.

En combattant la prime de productivité et les autres, nous nous débarrasserons de ces deux dictateurs.

Car tous les deux ont besoin de « productivité » et de rendement. Avec les bras des autres.

DANS LA BANQUE

Les marchands de tapis proposent

Dans nos numéros des 3 et 10 mars, nous exposions la position des centrales en présence, au sujet des conventions collectives et des salaires dans la profession.

Nous ne pouvions à ce moment que nous baser sur des rapports officieux, car seule Force Ouvrière à cette date avait déposé ses revendications à l'A.P.B.

Depuis, la C.G.T. et la C.F.T.C. ont déposé leurs, nous sommes en possession de la résolution adoptée le 4 mars par la C.E. de la section fédérale du Crédit C.G.T. de la copie de la lettre adressée par la Fédération des employés C.F.T.C. au président de l'A.P.B.

Nous avons écrit ce que nous pensions que quelques mots.

Les cadres appartenant à cette fédération sont vraiment très adroits. Ils sont très discrets sur le problème de la hiérarchie, sachant parfaitement que le patronat ne l'oublierait pas : toutefois leur confiance étant tout de même limitée dans ce domaine, ils ont fait inclure dans le manifeste du 25 février l'élevation de la prime d'ancienneté à 60 %. Camarade lino, attention, nous disons soixante pour cent.

Nous ne voulons faire de peine à personne, nous rappellerons simplement les classifications et coefficients correspondants, l'ancienneté se calculant en pourcentage sur les dits coefficients.

Employés :

A. 2^e catégorie : veilleurs de nuit, garçons de caisses, hommes de corvée, coefficient 115.

B. 1^e catégorie : employés débutants et garçons de bureau, coefficient 123.

Façons immédiatement aux cadres :

Classe IV, coefficient 275 ; classe V, coefficient 350 ; classe VI, coefficient 400, classe VII, coefficient 450. Nous ne parlerons pas de la classe VIII, car si les précédents, pour la plupart, ne savent s'ils sont patrons ou employés, ceux-là ne trompent plus personne.

Nous pouvons donc conclure que les cadres de F.O. ont surtout pensé à leurs catégories en faisant cette proposition, car comme le signalait notre manchette la semaine dernière, 5 % sur 15.000 cela fait 750 et 5 % sur 40.000 cela fait 2.000 ; si le jeu vous amuse, vous pouvez poursuivre les calculs, il vous suffira de vous référer au point en vigueur.

Pour la C.G.T.

La résolution dont nous parlions plus haut, ne nous apprend rien que nous ne sachions déjà ; elle renouvelle les appels à l'union pour le renforcement de la puissance du « moustachu » ; les revendications étant le prétexte à la constitution du « Comité d'action commune, regroupant les adhérents de toutes les organisations et les non-syndiqués ». Si nous les écoutons, ils sont prêts à accepter toutes les suggestions, même des inorganisés, mais comme dit le fabuliste : « Ce bloc enfariné ne nous dit rien qui vaille »

D'ailleurs nos camarades métallurgistes savent ce que valent ces comités ; l'expérience a été instruite.

Pour la C.F.T.C., nous sommes obligés de constater que nos informations étaient assez justes, puisque notre nu-

Pour que vive le « Libertaire »
C. C. P. 5561-76 Joulin

méro du 10 mars publiait, à quelques détails près, les décisions qui seraient prises les 11 et 12 mars par la commission professionnelle de la Banque de cette fédération.

Nous ne commenterons pas ces textes ; ce que nous écrivions le 10 mars étaient plus que jamais valables, il paraît d'ailleurs eux-mêmes, et le moins commentaire diminuerait leur valeur ; « sic... ».

Fédération Française des Syndicats Chrétiens d'Employés, Techniciens et Agents de Matrice

A Monsieur le Président
de l'Association Professionnelle des Banques
18, rue Lafayette, PARIS (9^e)

Monsieur le Président,

Leours de notre Congrès national des 11 et 12 mars, nous avons tenu une Commission Professionnelle de la Banque avec la participation de nombreux camarades de Paris et de Province.

Nous avons l'honneur de vous exposer l'essentiel de ce qu'unaniment nos amis avons adopté sur l'urgence question des salaires dans la profession bancaire.

Nous avons tout d'abord estimé que le premier point à déterminer est celui du minimum vital réel pour tout salarié de nos entreprises.

En effet, il est normal, dans une véritable justice sociale, que tout travailleur perçoive un salaire suffisant pour lui permettre — ainsi que son foyer — de mener une vie décente.

C'est pourquoi pour vous présenter une base sérieuse de discussion, nous vous proposons de considérer le salaire minimum vital établi par les soins du Secrétariat Economique de notre Confédération.

Après avoir lu ce journal FAITES-LE CIRCULER ! Merci

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

LA POURRITURE DES DIRIGEANTS SYNDICAUX ET L'ÉCHEC DE LA GRÈVE DE LA METALLURGIE

par Roland DESAGIS

TOUS les travailleurs qui, confiants et décidés, déclanchèrent la grève de la métallurgie de la Région Parisienne, sont rentrés dans leurs entreprises la rage au cœur, après trois semaines ou un mois de lutte perdue. Devant cette défaite, qu'aucune habileté ne peut transformer en victoire, nombreux sont ceux qui condamnent l'incompétence de leurs dirigeants, voire même leur felonie. La C.G.T.F.O.

Le syndicalisme c'est l'indépendance

C'est pourquoi nous alimérons savoir — car nous sommes inquiets, n'ayant jamais reçu de réponse — s'il est exact :

Qu'en novembre-décembre 1948, la C.G.T., sous le couvert de solidarité, aurait reçu :

280.000.000 de francs de Prague, le 10 novembre 1948 ; 8.890.000 francs de Moscou, le 10 novembre 1948 ; 57.472.000 francs de Moscou, le 24 novembre 1948 ; 190.140.000 francs de Moscou, le 1^{er} janvier 1949 ; 15.604.000 francs de Budapest, le 1^{er} janvier 1949 ; 12.700.000 francs de Sofia, le 1^{er} janvier 1949, par l'intermédiaire de la Banque commerciale pour l'Europe du Nord, Société anonyme régie par la loi de 1867, dont le capital est divisé en 100.000 actions, appartenant pour la plus grande part (exactement 99.700 actions) à deux banques d'Etat soviétiques : la Banque nationale et la Banque du Commerce extérieur, et dont les 300 autres actions appartiennent à des particuliers russes et français ?

Pour que, si c'était vrai, on pourrait douter de tout... XXX

n'est certes pas la moins accusée. Les réformistes responsables aux divers échelons ont, dans la majorité des cas, trahi leur mandat. Sous le faillaceau de l'anti-communisme étriqué, qui ne trouve nulla part sur ce terrain sa justification, ils ont brié la grève de ceux qui continuaient, combien puérilement, à leur accorder leur confiance. Les démissions retentissantes ne sont qu'un prélude du dépeçement de la boutique à Jouhaux.

Mais la Centrale stalinienne n'en est pas moins ébranlée. Selon une vieille tactique, elle a tiré le maximum d'une réaction qu'un opportunitisme politique élémentaire lui conseillait de ne pas susciter. Réfrénant ici le développement, provoquant là des débrayages, les stratégies de la C.G.T. ont exploité la misère extrême des travailleurs, masquant par des déclarations incendiaires, leur vrai visage de rénégats. Le vieux batracien du Komintern, Benoist Frachon, a senti, en bon apothicaire, la vague de mécontentement et d'indignation qui soulève les syndiqués, dont la fidélité hier à toute épreuve, commence à s'effrayer. Aussi, marquant bien la l'indépendance des combattants dits de la paix à l'égard du P.C.F. profité-t-il des assises nationales des troupes de Y. Farge, pour rassembler ses militants afin de leur prodiguer le réconfort de la foi marxiste et aussi de les persuader, s'ils en doutaient, que cette fois encore les professionnels de la révolution ont défié « les intérêts légitimes et les droits imprescriptibles des travailleurs français ». Et de donner de la verve contre le râble charnu des scissionnistes tsarismes. Et de dégainer le glaive rouillé de la III^e Internationale. Et de rappeler, afin que personne ne puisse dire que le camp de la paix se trouve derrière le rideau de fer à l'abri des barbelés. L'élection du camarade-général Staline en est un vivant exemple. Et de rappeler que la discipline du parti ne saurait tolérer une prolifération de lubriques vipères. Et enfin, pardonnant Jaurès : « Dans la préparation à la guerre et dans la guerre, les profits des capitalistes deviennent plus considérables ». Il fallait une grève de dialectique hardi pour découvrir cette vérité que n'ignore pas le plus branchu des cornards.

Le pauvre prolo qui ne demande pas d'analyses aussi « profondes » voudrait bien savoir comment les apôtres éclairés entendent faire aboutir la revendication des 3.000.

Mais nous y voilà. Le camarade Benoist a tout prévu ! « La lutte a développé sous les formes les plus diverses dans toutes les entreprises et elle se poursuivra ici et là, plus ample et plus étendue. » C'est la visière métallurgique, ravalée au rang d'une partie de coûteuses pour café du Commerce, des grèves tourmentées qui a démontré ses preuves d'inéfficacité.

Il n'y aura de liberté pour les citoyens, d'ordre pour les sociétés, d'union entre les travailleurs, que lorsque le renoncement à l'autorité aura remplacé dans le catéchisme politique la foi à l'autorité.

PROUDHON.

Le prolétariat ne saurait s'accommoder de ces manèges de chevaux de bois. Tous les mouvements hybrides déclenchés au gré des volontés fantaisistes des états-majors, bien loin de renforcer le prolétariat, ont eu comme conséquence d'émousser sa combativité et de le confiner dans un corporatisme égociste.

Comment ! La grève générale n'est pas possible ? Alors que l'on cesse de nous rebattre les oreilles avec la prétendue influence de la C.G.T. sur la majorité des travailleurs. Avec une majorité qui fait la grève générale. Si les bonzes de la rue Lafayette ne la déclanchent pas, ou bien ce sont des incapables, ou bien alors ce sont des traîtres, ce qui n'exclut pas la première hypothèse.

LE COMPRENDREZ-VOUS, CAMARADES ?

A la C.G.T.-F.O.

Un tournant du Syndicalisme ?

Le congrès de la Fédération des Métaux doit s'ouvrir cette semaine. Il constituera un critère à la fois dans les possibilités de redressement de la Centrale et dans les efforts qui pourraient être faits ultérieurement pour un regroupement de tous les syndicalistes libres. Les deux problèmes se rejoignent dans la désignation des militants appelés à diriger l'organisation au lendemain du congrès.

Présentement Chevalme assure une direction qui est le reflet de son propre syndicalisme. En effet, depuis quelque trente ans il incarne un syndicalisme réformé, tortillard et sinuous dont l'activité est déterminante dans les couloirs ou son habileté manœuvrière de meuble légendaire.

L'heure présente appelle d'autres qualités et si quelques-uns cet académicien du syndicalisme se réclame de Merheim, disons tout de suite que la pesanteur d'un tel nom écrase massivement l'ancien secrétaire de l'U.D. de Belfort.

Il faut maintenant que des ouvriers venant de la base soient appelés aux leviers de commande afin d'examiner objectivement les problèmes de leur corporation et aussi pour opérer le rassemblement indispensable de toutes les formations métallurgiques anti-staliniennes afin de lutter contre la réaction sociale et les dangers de totalitarisme.

Chevalme a prévu le coup, aussi à l'entrée de l'entreprise de refaire les promenades d'un touriste de Hendhal, avec l'esprit en moins, bien entendu. Il accourt dans toutes les assemblées générales, discourt, ergote, manœuvre, promet, débat, raccommode, en un mot il est partout ayant au besoin l'appui confédéral acquis à la suite des interventions, genre brosse à reliure, de ses serviteurs du Bureau Féderal et certains créatures du Syndicat parisien.

Mais souhaitons que la consultation démocratique de tous les militants F.O. déjouera les exercices de cirque du bonze étouffé ; que ceux-ci prennent garde et qu'ils pensent leur responsabilité tant en regard de leur propre organisation que vis-à-vis du mouvement ouvrier libre.

Le principal atout de Chevalme résidait dans l'étrange comportement du Syndicat F.O. des Métaux de la R.P., dans la peur d'occasionner quelques désagréments. Gaston Valéry, secrétaire et coadjuteur que ses intimes appellent « Hubert les belles bottes » n'a pas cru devoir réunir le congrès, il importe aux camarades parisiens d'exiger

l'activité infatigable de ce militaire, aimé et éprouvé, des métallurgistes de Boulogne-Billancourt qui ont constitué un Syndicat F.O. des Métaux et ont eu l'audace de demander leur adhésion à cette Fédération pour rejoindre les autres métallurgistes.

Ignorant une telle prospérité, due à l'activité infatigable de ce militaire, aimé et éprouvé, des métallurgistes de Boulogne-Billancourt ont constitué un Syndicat F.O. des Métaux et ont eu l'audace de demander leur adhésion à cette Fédération pour rejoindre les autres métallurgistes.

Le principal atout de Chevalme résidait dans l'étrange comportement du Syndicat F.O. des Métaux de la R.P., dans la peur d'occasionner quelques désagréments. Gaston Valéry, secrétaire et coadjuteur que ses intimes appellent « Hubert les belles bottes » n'a pas cru devoir réunir le congrès, il importe aux camarades parisiens d'exiger

l'activité infatigable de ce militaire, aimé et éprouvé, des métallurgistes de Boulogne-Billancourt qui ont constitué un Syndicat F.O. des Métaux et ont eu l'audace de demander leur adhésion à cette Fédération pour rejoindre les autres métallurgistes.

<p